

- Journaux Afrique du 15 juillet 94 (1994 JAF 0196)

**796/ Afrique matin (1994 JAF 0196 A)**

P = Pascal Gauthier

T = A l'initiative de la France, le Conseil de sécurité de l'Onu exige un cessez le feu immédiat et sans préalable au Rwanda. Le Conseil lance un appel à la relance du processus politique et à la mobilisation des ressources humanitaires. Sur le terrain, 200 000 réfugiés rwandais ont passé la frontière zaïroise hier.

P : ...Monique Mas qui a rencontré le général Paul Kagame, le commandant en chef du FPR.

**Corr. de Monique Mas de Kigali :**

«Le général Kagame est très clair. Le FPR n'a plus rien à négocier avec les FAR. Les seuls contacts qu'il est disposé à poursuivre visent seulement à faciliter le passage des lignes aux militaires qui veulent se rendre. Il promet d'assurer leur sécurité et leur avenir dans la future armée nationale. Les contacts passés avec le commandement des FAR n'ont jamais rien donné, déclare le général Kagame qui estime que la plupart de ses chefs ont été partie prenante des massacres. Selon le général Kagame, Ruhengeri est tombé jeudi matin. Le FPR poursuit sa route vers Gisenyi. Paul Kagame affirme que des voies de passage sont laissées à la population pour qu'elle se replie à l'arrière. Mais rien, dit-il, n'empêchera l'avancée militaire du FPR, pas même la zone de sécurité française. Selon lui, elle aurait servi de base pour des attaques des FAR contre le FPR ces derniers jours. Bref, si cessez le feu il y a, pour le général Kagame, ce sera seulement parce que les FAR se seront rendues. »

**Pap. de Christophe Boisbouvier :**

Diffusé la veille au soir (mais légèrement réécrit)

P :... L'agence Reuters qui précise que Washington pourrait demander à l'actuel ambassadeur rwandais de quitter le pays. A l'Onu, on indique également que le Rwanda pourrait ne pas assumer la présidence du Conseil de sécurité en septembre prochain. L'actuel ambassadeur du Rwanda est un représentant du gouvernement intérimaire...

**Itw de Daniel Belami du HCR de Goma (Jean Luc Martinage) :**

«Je dirais fatigués parce qu'ils ont voyagé pendant plusieurs dizaines de km. Il n'y a pas de blessés parmi eux. Les familles sont encore complètes...Il n'y a pas de cas de malnutrition... »

**Itw de François Mitterrand, intervention du 14 juillet :**  
Diffusée la veille au soir

**Itw de Faustin Twagiramungu (Monique Mas) :**  
Diffusée la veille au soir

**797/ Afrique midi (1994 JAF 0196 C) - 15 juillet 1994**

P = Muriel Pomponne

T = Des centaines de milliers de réfugiés continuent à fuir devant l'avancée des troupes du FPR. Plus de 500 000 personnes se sont réfugiées à Goma, où la situation sanitaire et alimentaire est très précaire. Le gouvernement intérimaire cherche refuge dans la zone humanitaire française. Une situation qui semble embarrassée Paris. Hier le Conseil de sécurité de l'Onu a lancé un appel au cessez le feu. Mais le FPR semble pour l'instant refuser d'y répondre.

**Itw de la responsable du CICR à Goma (Jean Luc Martinage) :**

«...Beaucoup de gens traversent toujours la frontière...Il y a un flot continu de gens qui arrivent...Partout, partout, partout, il y a des gens... Peut être 500 000. A venir, c'est immense... »

**Pap. de Ghislaine Dupont :**

«Officiellement, la France ne confirme toujours pas que des membres du gouvernement autoproclamé soient présents dans la zone humanitaire qu'elle contrôle... Paris se tourne vers la communauté internationale... En tout cas, une source autorisée à Paris a laissé entendre que les ministres rwandais seraient mis aux arrêts s'ils tombaient aux mains des soldats français. Un scénario qui a peu de chance de se réaliser sans l'aval des Nations unis. »

**Corr. de Pierre Cayrol de Washington :**

«...Le Conseil de sécurité se déclare, je le cite, alarmé par la poursuite des combats au Rwanda qui provoque un exode massif de population. Cette situation, affirme le Conseil de sécurité, risque de déboucher dans de très brefs délais sur une nouvelle catastrophe humanitaire. »

**Corr. de Monique Mas de Kigali :**

Diffusé le matin

**798/ Afrique soir (1994 JAF 0196 D) - 15 juillet 1994**

P = Edmond Sadaka

T = L'exode massif des réfugiés s'est poursuivi aujourd'hui. Le gouvernement intérimaire est de plus en plus isolé. Les Etats-Unis viennent de rompre toute relation diplomatique avec lui. Après l'arrivée de quatre membres dans la zone de sécurité française, la France affirme qu'elle ne tolérera aucune activité politique ou militaire dans cette zone.

**Direct avec Thierry Perret de Goma :**

«... On a appris que les troupes du FPR ont franchi la rivière Nyabarango, qui est située à environ une vingtaine de km de Gisenyi... Au sud, il n'y a pas de modification des positions...

**(Q. d'E. S. :... Quelle est la situation à Goma ce soir ?)**

... Ce sont des milliers de personnes à l'heure qui passent. On a l'impression que tout le Rwanda se déverse ici...

**(Q. d'E. S. :... Quelle est la politique adoptée côté zaïrois ?)**

Il y a une inquiétude qui est palpable. On peut même parler d'hostilité au sein de la population... On ne trouve plus à manger ici à Goma... Il semblerait que des unités entières des FAR ont passé la frontière. Elles ont été désarmées mais d'autres militaires s'infiltrèrent parmi les réfugiés.

**(Q. d'E. S. : Avez-vous confirmation de l'endroit où se trouve le gouvernement intérimaire... ?)**

Il semble confirmé que le président intérimaire se trouve à Cyangugu... D'autres ministres et notables sont passés à Goma... »

**Direct avec Monique Mas de Ruhengeri :**

« Ruhengeri est totalement aux mains du FPR... Des files de civils sont en train de se replier derrière les lignes du FPR par tous les moyens... Ils disent qu'ils avaient commencé à fuir vers Gisenyi sur les recommandations des soldats gouvernementaux...

**(Q. d'E. S. : ... Quelles sont les intentions du FPR à propos du cessez le feu ? Est-ce qu'il y a débat ce soir ?)**

Il est clair que le FPR ne décrètera pas un cessez le feu sur ordre de la communauté internationale, si sympathique soit-elle pour lui... »

**Corr. de Pierre Cayrol de Washington :**

«Le Rwanda n'a plus d'ambassade à Washington. Kigali n'a plus de représentation diplomatique aux Etats-Unis... le secrétaire d'Etat américain a précisé que cette décision ne constituait pas pour autant une reconnaissance implicite du FP... »

- Journaux Afrique du 16 juillet 94 (1994 JAF 0197)

**799/ Afrique matin (1994 JAF 0197 A)**

P = Pascal Gauthier

T = Mobilisation générale pour faire face à l'afflux massif des réfugiés rwandais au Zaïre. Le PAM veut mettre en place un pont aérien d'urgence... Le FPR devrait annoncer un cessez le feu dans les heures qui viennent...

P : ...Un représentant du HCR a déclaré hier que c'était le pire scénario que l'on pouvait envisager. Il a ajouté qu'il fallait 300 millions d'aide d'urgence, faute de quoi il ne sera pas possible de faire face à la situation...

**Itw du capitaine Roussel, porte-parole de l'armée française à Goma (Christophe Boisbouvier) :**

«...Turquoise distribuée de l'eau potable... »

**Itw de Daniel Belami du HCR de Goma (Jean Luc Martinage) :**

« Il n'y a pas de tensions pour le moment. Mais tout est possible... Il y a toujours des problèmes du côté santé et hygiène avec aussi des risques d'épidémies. »

**Corr. de Monique Mas de Kigali :**

« Vendredi après-midi, le FPR a donné l'ordre d'arrêter les tirs...Ce pourrait être une pause avant l'assaut final sur Gisenyi. Cela peut laisser présager de la mise en œuvre prochaine du cessez le feu unilatéral mais pas n'importe quel cessez le feu... De son côté, le Premier ministre souhaite un cessez le feu rapide... Le FPR s'estime en droit de disposer de toutes les fonctions qu'occupait l'ancien parti unique et notamment la présidence de la République ainsi que le ministère de la Défense, qui serait aménagé en vice-présidence. »

**Pap. de Ghislaine Dupont :**

«... De son côté la France semble elle aussi lâcher le gouvernement intérimaire...cela dit, le gouvernement français ne dit pas ce qu'il va faire de ses hôtes devenus très encombrants. Le scénario de leur arrestation semble peu probable à moins que les Nations unies donne leur aval. »

**Itw du ministre des Transports du gouvernement intérimaire au nord ouest du Rwanda (France 2) :**

«Quand le FPR va entrer dans Gisenyi, bien sûr on ne va pas risquer notre vie parce que nous savons que nous sommes la proie préférée du FPR...Ils ont passé 30 ans à

l'extérieur. 30 ans à l'extérieur, depuis 59. Nous autres nous allons aussi à l'extérieur. Nous nous organiserons. Ce n'est que partie remise, je peux vous dire. »

### **800/ Afrique midi (1994 JAF 0197 B) - 16 juillet 1994**

P = Jean Luc Martinage

T = Mobilisation générale pour faire face à l'afflux massif des réfugiés rwandais au Zaïre. Le PAM met en place un pont aérien d'urgence... On attend toujours le cessez le feu que pourrait déclarer unilatéralement le FPR...

#### **Itw du porte-parole du HCR de Goma :**

« Aujourd'hui, on aura plusieurs vols de toute la région... On a déjà prévu 14 vols qui vont venir dans les jours prochains... 40 tonnes de nourriture par jour dans chaque avion, soit 160 tonnes par jour. Malheureusement, cette nourriture, c'est pas suffisant. On a besoin de 600 tonnes par jour... »

#### **Corr. de Thierry Perret de Goma :**

« Gisenyi, hier paisible villégiature au bord du lac Kivu, est devenu un immense centre de transit pour les réfugiés qui continuent d'affluer... Les soldats des FAR déambulent désœuvrés toujours surarmés. Ils contemplent en silence les militaires français venus ce matin évacuer une centaine d'enfants qui provenaient d'un orphelinat de Ruhengeri. L'exode mène ensuite à la frontière où des militaires zaïrois, parfois nerveux, fouillent le moindre véhicule. A la barrière frontalière s'entassent les machettes, les instruments de labour, tout ce qui peut servir d'armes dont les réfugiés sont délestés... »

#### **Itw du ministre des Transports du gouvernement intérimaire au nord ouest du Rwanda (France 2) :**

Diffusée le matin

P : Le FPR a annoncé pour lundi la formation d'un gouvernement d'unité nationale... Il reste des incertitudes et notamment une différence d'approche entre M. Twagiramungu et le dirigeant militaire du FPR.

#### **Corr. de Monique Mas de Kigali :**

« Leur approche du cessez le feu dépend bien sûr de la façon dont ils sont en train d'accéder au pouvoir, ensemble certes, mais sur un pied différent puisque le FPR va

- Journaux Afrique du 17 juillet 94 (1994 JAF 0198)

**802/ Afrique matin (1994 JAF 0198 A)**

P = Pascal Gauthier

T = Début du pont aérien humanitaire en faveur des réfugiés rwandais au Zaïre  
Le FPR continue sa progression vers Gisenyi. Hier un soldat français a été légèrement blessé lors d'un affrontement avec les combattants du FP.

**Itw de Samantha Boltan de MSF à Goma (Thierry Perret) :**

«...Il y a un site à peu près 10 km d'ici... C'est l'enfer sur la terre. C'est des rochers volcaniques partout, il n'y a pas d'abris, pas d'eau, pas de nourriture. Il y a de la fumée partout. C'est incroyable. Ça fait mal de marcher même avec de grosses chaussures. Ils n'ont pas de chaussures, ils n'ont pas d'abris, ils n'ont rien... »

**Corr. d'Assane Diop de Kinshasa :**

«... Les autorités zaïroises ont décidé d'envoyer à Goma trois unités des forces armées zaïroises. Plus d'un millier d'hommes chargés de la protection de la frontière. Il s'agit de prévenir tout débordement de l'avancée du FPR qui menace la ville de Gisenyi. Autre tâche des militaires zaïrois. Ils sont chargés de désarmer tous les réfugiés... »

**Deuxième corr. de Thierry Perret de Goma :**

Diffusée la veille au soir

**Itw du colonel Bollelly, porte-parole de l'armée française (Thierry Perret) :**

«Cet incident est surtout le fait d'une méprise. Comme la situation dans la zone sud est complètement confuse... Dès qu'il y a eu reconnaissance mutuelle..., il y a eu un contact physique entre les deux chefs de détachement, tout le monde a bien vu qu'il y avait eu une erreur... »

**Itw de Jean de Dieu Habineza, ministre du Travail du gouvernement intérimaire, de Goma (Thierry Perret) :**

«...Je suis ici en tant que ministre du Travail et des Affaires sociales. Le ministre des Finances est ici, celui du Plan également, ainsi que le ministre des Travaux publics. Nous avons suivi la population pour l'encadrer... Le reste du gouvernement est parti à Cyangugu y compris le président de la République. J'imagine que ceux qui sont à Cyangugu s'expriment également de la même façon que je le fais et font des démarches diplomatiques pour faire comprendre à la communauté internationale

que la solution de notre pays est la négociation avec le FPR et non pas une imposition par les armes.»

### **803/ Afrique midi (1994 JAF 0198 B) - 17 juillet 1994**

P = Jean Luc Martinage

T = A Goma règne une vive tension. Le pont aérien humanitaire a désormais commencé. Le HCR annonce l'arrivée de 14 avions dans la journée à Goma. Pendant ce temps à Kigali, on s'inquiète de la fuite massive de la population. Hier soir un représentant du HCR a rencontré des membres du FPR ainsi que le Premier ministre désigné.

#### **Corr. de Thierry Perret de Goma :**

« On a entendu toute la nuit des tirs en rafale à Goma où la tension augmente d'heure en heure... La foule est encore plus importante que les jours précédents alors qu'on croyait vraiment avoir atteint les limites du possible... Les feux de camp entretiennent une brume permanente... Au milieu de ce camp improvisé, démuné de tout aménagement, une tente, l'antenne de MSF, et une longue file d'attente. »

#### **Itw de Samantha Boltan de MSF à Goma (Thierry Perret) :**

« ... L'urgence c'est l'eau... Il y a des dizaines de milliers de personnes qui arrivent chaque jour sur chaque site. »

#### **Corr. d'Assane Diop de Kinshasa :**

Diffusée le matin

#### **Itw de l'envoyé spécial du directeur général du HCR de Kigali (Monique Mas) :**

« Cet exode de population se produit parce qu'ils ont peur... Ce qu'il faut faire c'est les convaincre qu'ils n'ont rien à craindre. C'est pourquoi nous avons approché les autorités du FP pour obtenir et savoir s'ils souhaitent que ces personnes restent ou partent. Sinon, ils vont essayer de punir les criminels mais la grande masse des populations en mouvement n'a rien à craindre du FP et des autorités qui sont reconstituées. C'est ce que nous ont dit les hautes autorités du FPR et le Premier ministre désigné... Le FP sait très bien que des gens, qui sont obligés de fuir et ne peuvent plus rentrer chez eux, veulent un jour rentrer chez eux, comme eux l'ont fait. Par conséquent, c'est aussi dans leur intérêt à long terme à ce qu'il n'y ait pas de réfugiés, à ce que les populations restent chez elles. »

**804/ Afrique soir (1994 JAF 0198 C) - 17 juillet 1994**

P = Edmond Sadaka

T = L'entrée du FPR dans Gisenyi... La recrudescence des combats a provoqué de véritables scènes de panique parmi des milliers de réfugiés fuyant vers Goma...

**Corr. de Thierry Perret de Goma :**

« Une dizaine de personnes tuées quand un obus est tombé en bout de piste sur l'aéroport de Goma... D'autres obus sont tombés en ville, faisant également des victimes. La tension est ainsi brusquement montée alors que l'on annonçait l'arrivée du FPR à Gisenyi. Des milliers de soldats des FAR sont passés en quelques heures dans une cohue indescriptible... Les Français se refusent pour l'instant à situer l'origine des obus. Dans cette situation, c'est un véritable sabotage de l'opération d'assistance humanitaire auquel on assiste alors qu'on parle d'un million de réfugiés dans la zone et que le HCR a décidé de suspendre ses vols sur Goma. »

P : Un nouvel accrochage a opposé des Français aux soldats du FPR. Cela s'est produit à l'intérieur même de la zone humanitaire contrôlée par la France.

**Itw du colonel Bollelly, porte-parole de l'armée française, de Goma (Thierry Perret) :**

« Nous venons d'avoir un accrochage, je viens de l'apprendre, au nord de Kibuye, à 3 km à l'intérieur de la zone de sûreté. L'accrochage a été bref. Nous n'avons aucun blessé. Les tirs sont arrêtés. Et nous nous sommes adressés à la Minuar de façon à ce qu'elle proteste auprès du FPR, qu'elle fasse rectifier cette intrusion dans la zone de sûreté.

**(Q. de T. P. : On entend tout le temps des tirs à Goma. Qu'est-ce que c'est ?)**

La situation est très confuse. Il y a à la fois des tirs dans la ville de Goma, qui semblent être des gens qui tirent en l'air. Il semble qu'il y ait peut être des dépôts de munitions qui sont en train d'exploser. Et la troisième solution, c'est qu'il y a peut être des gens qui tirent sur Goma...

**(Q. de T. P. : A votre connaissance, les FAR qui sont passées en masse ont été désarmées ?)**

Avec la panique qu'il y a en ville, on peut voir passer beaucoup de troupes et en particulier certains semblent encore avoir leurs armes... Je n'ai pas vu d'armement lourd. »

P : Le FPR vient de menacer de pénétrer dans la zone de sécurité si la France accepte que des dirigeants de l'ancien régime et des soldats des FAR pénètrent dans cette même zone...

**Itw de l'envoyé spécial du directeur général du HCR de Kigali (Monique Mas) :**  
Diffusée à midi

- Journaux Afrique du 18 juillet 94 (1994 JAF 0199)

**805/ Afrique matin (1994 JAF 0199 A)**

P = Pascal Gauthier

T = La France qui rejette sur le FP la responsabilité de la situation au Rwanda. A la frontière zaïroise, plusieurs dizaines de réfugiés rwandais ont été tués à Goma. Le FPR a désigné un Hutu comme président. Il s'agit de Pasteur Bizimungu.

P : La France dénonce l'attitude du FPR dans une lettre adressée au Conseil de sécurité et dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Paris affirme que l'aggravation de la situation au Rwanda et dans la ville de Goma est le fait du FPR... D'autre part, elle condamne les bombardements contre les populations civiles à Goma... Le chargé d'affaires français à l'Onu affirme que ces tirs provenaient du Rwanda et vraisemblablement du FPR. Sur place, on reste cependant très prudent.

**Corr. de Thierry Perret de Goma :**

« Provocation ou erreur de tir, les obus tombés sur Goma hier sont pour le moment des obus anonymes qui ne parlent pas. Les militaires français pensent qu'ils viennent du Rwanda, ce n'est pas douteux. Mais personne n'affirme qu'il s'agit du FPR qui vient d'arriver à Gisenyi, bousculant devant lui les FAR... La riposte est délicate à mettre en œuvre. Aussitôt après les tirs, une patrouille aérienne française a décollé de Kisangani pour effectuer un passage au-dessus de Goma. Une façon de faire comprendre qu'on ne saurait aller trop loin dans la guerre des nerfs, surtout lorsqu'elle fait des victimes. On attend également la réaction zaïroise. Et l'on souhaite surtout un cessez le feu qui signifiera peut être un début d'espoir pour les civils.»

**Itw du colonel Bollelly, porte-parole de l'armée française, de Goma (Thierry Perret) :**

Diffusée la veille au soir

Extrait diffusé :

La situation est très confuse. Il y a à la fois des tirs dans la ville de Goma, qui semblent être des gens qui tirent en l'air. Il semble qu'il y ait peut être des dépôts de

munitions qui sont en train d'exploser. Et la troisième solution, c'est qu'il y a peut être des gens qui tirent sur Goma...

**(Q. de T. P. : A votre connaissance, les FAR qui sont passées en masse ont été désarmées ?)**

Avec la panique qu'il y a en ville, on peut voir passer beaucoup de troupes et en particulier certains semblent encore avoir leurs armes... Je n'ai pas vu d'armement lourd. »

**Corr. de Monique Mas de Kigali :**

« Le FPR s'en défend mais nul doute qu'il n'a pas choisi Pasteur Bizimungu seulement pour son âpreté aux négociations d'Arusha ou bien pour sa connaissance de l'échiquier politique rwandais. Pasteur Bizimungu n'est pas un Tutsi de retour d'exil. C'est un haut fonctionnaire hutu, clandestinement rallié au FPR en 79... il avait été désigné futur ministre de l'Intérieur à Arusha... Pasteur Bizimungu sera donc investi mardi, numéro 1 d'un régime présidentiel puisqu'il disposera du droit de révoquer le Premier ministre. Celui-ci sera donc Faustin Twagiramungu qui est président d'un parti issu de l'opposition, le numéro 3 d'un régime, où le FPR occupera lui la deuxième place, la vice-présidence. Le Parlement sera installé d'ici un mois. Quant aux élections, le FPR les prévoit dans cinq ans. »

### **806/ Afrique midi (1994 JAF 0199 B) - 18 juillet 1994**

P = Chantal Lohro

T = Plus d'une centaine de réfugiés rwandais tués, d'autres dizaines blessés. C'est le dernier bilan des tirs de mortier qui se sont abattus hier soir sur l'aéroport de Goma. La tension baisse d'un cran entre le FPR et la France. Le FPR vient d'annoncer qu'il n'avait pas l'intention d'attaquer les troupes françaises dans la zone de sécurité...

**Corr. de Thierry Perret de Goma :**

« La frontière entre le Zaïre et le Rwanda offre une vision d'horreur ce matin. Plusieurs obus sont tombés hier provoquant une hécatombe. Des corps gisaient encore tout à l'heure à une centaine de mètres de la barrière frontalière côté zaïrois. D'autres victimes encore en ville... Les militaires des FAR ont envahi le centre de Goma. Ils semblent désarmés mais certains seraient passés par unités entières et auraient pris la route de l'ouest... La situation humanitaire paraît désespérée alors que les rotations d'avion ont nettement ralenti depuis hier. »

P : L'origine des tirs de mortier sur l'aéroport de Goma n'est toujours pas connue avec exactitude mais selon la Minuar, il provenait de l'est et donc vraisemblablement des rebelles du FPR. La France a donc décidé d'alerter le Conseil de sécurité...

**Itw de Catherine Colonna, porte-parole du Quai d'Orsay (Jasper Mortimer) :**

«... Il faut regretter que les activités militaires se poursuivent et que le cessez le feu qui n'est pas établi est contraire aux exigences qui ont été édictées par le Conseil de sécurité... »

P : La France avait donc prévenu dès hier soir qu'elle ne tolérerait aucune intrusion dans sa zone humanitaire. Avertissement reçu 5 sur 5 par le chef d'état major du FPR...

**Corr. de Monique Mas de Kigali, qui a assisté à la conférence de presse de Paul Kagame :**

« Le général Paul Kagame tient à préciser que le FPR entend régler la question de la zone de sécurité par la négociation. « Je ne sais pas qui a dit que nous avions l'intention d'y rentrer de force, mais c'est faux, déclare Paul Kagame. Quant aux bombardements sur Goma, le chef militaire du FPR assure que ses troupes ont reçu des ordres stricts pour éviter tout incident avec le Zaïre. Nous savons parfaitement ajusté nos tirs, ajoute-t-il... »

## **807/ Afrique soir (1994 JAF 0199 C) - 18 juillet 1994**

P = Edmond Sadaka

T = Au lendemain de la prise de Gisenyi, le FPR affirme que la guerre est finie et qu'il y a un cessez le feu dès facto, même s'il n'a pas été proclamé. Le FPR qui désamorce la tension avec la France, assurant qu'il ne cherche pas la confrontation dans la zone de sécurité.

**Corr. de Thierry Perret de Goma :**

« Le FPR tient virtuellement ce soir l'ensemble du Rwanda à l'exception de la zone humanitaire française et de quelques poches de résistance localisées comme dans la forêt de Gishwati. Gisenyi est tombé... Des témoins à la frontière rwando-zaïroise ont aperçu, disent-ils, de l'autre côté les soldats du FPR. Première conséquence palpable de la prise de Gisenyi, la frontière a été fermée... Quant aux officiels du gouvernement intérimaire rwandais qui se trouvaient à Cyangugu, ils se seraient repliés sur le Zaïre. On ne sait encore où exactement. Radio Rwanda, l'ancienne radio des Mille Collines, a promis dans une déclaration un prochain retour au Rwanda.

Mais c'est clair, la prise de Gisenyi par le FPR, a mis fin, peut être provisoirement, à la guerre interrwandaise. »

**Corr. de Monique Mas de Kigali :**

« La guerre s'achève à Gisenyi. Le FPR n'a pas l'intention d'entrer de force dans la zone de sécurité française au sud-ouest. Il utilisera la voie diplomatique. L'investiture des nouvelles autorités devrait d'ailleurs transformer la raison d'être de cette zone. C'est l'avis aussi des partenaires du FPR regroupés en forces démocratiques du changement, le FDC, qui estime que la priorité des priorités c'est d'assurer le rétablissement rapide des déplacés et des réfugiés dans leurs biens. Le FDC demande à la France de faciliter ce retour à partir de la zone de sécurité, en soulignant que le gouvernement doit contrôler cette zone sans entrave. Il appelle également tous les Rwandais, y compris les soldats que l'on appelait jusque là gouvernementaux, à se désolidariser des promoteurs du massacre et à rentrer au pays. Pour sa part, le FDC déclare qu'il soutient sans réserve le nouveau régime et que l'heure n'est pas à la politique politicienne mais à la reconstruction nationale. »

**Itw de Samantha Boltan, porte-parole de MSF à Goma (Thierry Perret) :**

« En ville, c'est la catastrophe totale. Maintenant il y a plus d'un million de gens... Il y a des blessés partout... C'est la catastrophe parce qu'il n'y a pas d'eau et pas de bouffe... Ce qui est inquiétant, c'est qu'il y a beaucoup de militaires rwandais maintenant. Beaucoup d'entre eux sont armés... »

**Invité :** l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état major de l'armée française

**Itw de l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état major de l'armée française (Patrick Adam) :**

« ... Face à cette marée humaine, les forces zaïroises font ce qu'ils peuvent pour assurer les meilleures conditions de sécurité possibles.

**(Q. de P. A. : Vous, vous êtes sur place par contre et en nombre assez important. Vous ne craignez pas que la tension augmente fortement de l'autre côté de la frontière zaïroise ?)**

Non. Pour l'instant, la situation n'est pas dangereuse pour nos unités, au moins tant que le FPR ne poursuit pas ses tirs.

**(Q. de P. A. : ... Est-ce que vous confirmez la présence de membres de l'ancien gouvernement au sein de cette zone de sécurité ?)**

Il y avait effectivement des membres de l'ancien gouvernement... Pour l'instant, je n'ai pas d'informations qui laissent penser qu'ils sont encore dans la zone.

**(Q. de P. A. : Vous avez dit à un moment que la France était prête à arrêter ces responsables des massacres ?)**

Nous n'avons pas de mandat particulier, donc nous ne pouvons agir que sur instruction du Conseil de sécurité...

**(Q. de P. A. : La France reconnaît-elle les nouvelles autorités mises en place par le FPR ?)**

Pour l'instant, il n'y a pas à ma connaissance de nouveau gouvernement formé. Bon, nous avons des contacts avec les autorités en place à Kigali et notamment au travers de la Minuar.

**(Q. de P. A. : Les Français ne peuvent-ils s'opposer à l'exil en masse des rwandais, sachant qu'à Goma, il y a une véritable catastrophe humanitaire en cours ?)**

Nous avons défini une zone humanitaire qui ne comportait pas la région de Ruhengeri et de Gisenyi et c'est celle-là qui a été vidée de ses habitants par les combats et l'avancée des troupes du FPR jusqu'à la frontière du Zaïre. Pour l'instant, l'objectif que nous poursuivons dans la zone humanitaire sud, c'est de stabiliser les populations, d'empêcher que les massacres ne reprennent et donc d'assurer le soutien, vivres et santé, de ces 2 à 3 millions de gens qui sont dans cette zone. »